

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

Hebdomadaire

123, rue Montmartre, Paris

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

L'action communiste en France (*Boris Souvarine*).
— Pour la Paix avec la Russie ! Pour le
1^{er} mai ! (*Wynkoop, Henriette Roland-Holst,*
Rutgers). — Le Programme des Spartakistes.
— Polonia Militans (*Félix Kohn*).

Ce que dit un Russe à un Anglais (*Timiriasev*). —
Héros et martyrs du Communisme : Tybor
Samuelli (*Boukharine*). — Le Parlementarisme
et la Révolution (*Radeck*). — Le Premier gou-
vernement prolétarien (*A. Ioffe*). — Documents
divers.

L'Action Communiste en France

Quand une forte majorité, au dernier Congrès socialiste de la Seine, exprima son adhésion aux principes de l'Internationale communiste, traduits par la résolution du Comité de la 3^e Internationale, les réformistes balbutièrent de vagues explications dans le *Populaire*, pour tenter de diminuer l'importance de leur défaite. « *Mouvement superficiel et sans lendemain... Majorité de surprise...* » disaient Longuet et Paul Faure, dont la fraction n'est restée majorité à Strasbourg que grâce à l'altération du vote. L'élection récente de la Commission Exécutive de la Fédération parisienne leur inflige un nouveau démenti. 15 communistes et 8 reconstruc-teurs élus, échec du secrétaire sortant, Verfeuil, malgré les influences individuelles qui s'exercent habituellement dans un tel scrutin, malgré le passage de Louise Saumoneau dans le camp adverse, quelle meilleure preuve veut-on de l'influence impersonnelle du Comité de la 3^e Internationale ? Le terrain gagné par nous est conservé; nos adhérents sont fidèles à notre fraction parce qu'elle tient un langage net et suit un chemin droit. N'ayant pas capté des adhésions par des artifices de style, les ayant gagnées au contraire par l'énoncé franc d'une doctrine intacte dans sa logique, nous formons un groupement homogène et dont les événements permettront d'apprécier la valeur.

Le Comité de la 3^e Internationale ne se dissimule pas l'importance de sa tâche de demain

et s'y prépare en entreprenant un sérieux travail doctrinal, qui sera la base de sa propagande. La *Commission d'Etudes* qu'il a nommée est à la besogne : elle adaptera la plateforme de l'Internationale communiste au milieu français, aux conditions économiques, aux circonstances historiques, où les communistes de ce pays auront à réaliser leur programme. Elle approfondira l'étude de questions qui ont été jusqu'ici effleurées seulement : le rôle des communistes dans les syndicats, les attributs respectifs des syndicats et des Conseils ouvriers, le parlementarisme, la socialisation agraire dans une contrée de petite propriété, la forme d'application de la dictature du prolétariat, les modes d'action révolutionnaire.

Grâce aux expériences accomplies par les révolutions de Russie, de Hongrie, d'Autriche et d'Allemagne, les socialistes et syndicalistes communistes français pourront plus aisément réduire leurs désaccords théoriques d'autrefois, et leur action commune déterminera un irrésistible mouvement d'émancipation du prolétariat français. L'Internationale communiste fait œuvre nécessaire en séparant les communistes internationaux des opportunistes internationaux, mais elle fait aussi une œuvre féconde d'unification des forces vraiment révolutionnaires, quelques différentes qu'aient été leurs étiquettes de jadis, aujourd'hui dénuées de signification.

Depuis longtemps, l'heure est passée où les

travailleurs communistes de ce pays supportaient la tutelle des bureaucraties syndicale et socialiste, subissaient l'influence de politiciens désireux de jouer aux « hommes d'Etat » dès que leur action leur valait un certain renom. La plupart des anciens leaders du mouvement ouvrier sont actuellement discrédités, en France comme dans les autres pays où sévissait l'opportunisme. Des réputations d'apparence solide s'écroulent chaque jour, à mesure que le prolétariat prend conscience de sa mission révolutionnaire. L'élite des masses ouvrières écarte ses représentants d'un jour, qui ne traduisent plus ses aspirations, sans se soucier de leur prestige d'hier; et, loin de suivre les suggestions des fonctionnaires chez qui la fonction a tué l'esprit de révolution, elle impose à ses cadres ses directives, tout en entraînant de plus en plus dans l'action politique les forces inertes du prolétariat.

A cet égard, les congrès des divers réseaux de voies ferrées, dont tous les militants ont suivi les travaux avec le plus vif intérêt, sont significatifs. Les fractions minoritaires, qui menaient depuis des mois la lutte contre les dirigeants du mouvement syndical, affirment partout une puissance croissante et même, sur plusieurs réseaux de première importance, une prépondérance indiscutable. Il est à prévoir que la tendance révolutionnaire, dans quelques jours, l'emportera au Congrès de la Fédération des Cheminots, qui, suivant l'expression de Karl Radeck, « tient l'Etat à la gorge ». Nos camarades des chemins de fer ne sont pas seuls à poursuivre au sein des organisations ouvrières une lutte courageuse contre les ennemis de l'émancipation intégrale des prolétaires. Dans la Métallurgie comme dans le Bâtiment, dans l'Ameublement comme dans l'Alimentation, chez les mineurs comme chez les postiers, des fractions inspirées d'idéal communiste s'efforcent de faire prévaloir l'esprit de révolution sur l'esprit de réforme. Un immense courant de subversion se dessine et s'étend, qui menace la domination bourgeoise, déjà chancelante sous le poids de ses propres fautes et de ses crimes.

La Révolution, dont nous percevons journellement des prodromes, serait sans lendemain si les communistes français ne savaient organiser ses forces, tracer sa voie, préparer son œuvre. L'organe représentatif du mouvement communiste, le *Comité de la 3^e Internationale*, doit s'adonner à cette mission dont la fécondité apparaîtra aux heures difficiles. La

Révolution russe a mis en lumière l'importance primordiale d'une organisation politique incarnant l'idée communiste, a montré le rôle décisif incombant à une telle organisation, dans la lutte contre la réaction sociale, le conservatisme économique, l'opportunisme démocratique. De même que le sort de la Révolution prolétarienne russe est lié à celui du Parti communiste (bolchevik), les destinées de la Révolution en Europe occidentale dépendront de la force des organisations communistes. L'expérience de Hongrie et d'Allemagne confirme celle de Russie : dans les pays où les groupements communistes étaient de formation récente, hâtive, hétérogène, l'élan prolétarien a été brisé par les forces encore considérables de la bourgeoisie et des transfuges de la classe ouvrière.

Si les communistes français, qu'ils viennent des syndicats ou du Parti socialiste, savent faire leur profit des leçons que comporte la lutte héroïque de leurs frères des autres pays, ils feront l'économie de bien des erreurs et de bien des sacrifices.

Boris SOUVARINE.

NOTRE SOUSCRIPTION

5^e LISTE

J. R. Epicrre, 10 francs. — Camarade 9^e Section, 2 fr. — Louis Reitz, Orléans 10 fr. — Deux métallurgistes, 3 fr. — Robert Grandier, 5 fr. — A. S. 1 fr. — Anonyme, 1 fr. 50. — R. Jolivet, 2 fr. — Farjoux, 2 fr. — Maniez, 5 fr. — Pour la 3^e Internationale, 1 fr. 50. — Mme Ferrat, 1 fr. — Hurret, 10 fr. — Mme Lyonas, 5 fr. — Pour que l'exploitation des hommes... 9 fr. 50 — Rynald, 20 fr. — A. G., 1 fr. — Un Communiste, 0 fr. 50. — Un membre du Comité, 1 fr. — Rabier, 1 fr. — Un lecteur, 2 fr. — Ferret (Bordeaux), 5 fr. — Trois membres de la 3^e Internationale 10 fr. — Braley, Avignon 5 fr. — Un instituteur, 5 fr. — Chapet Henri, 7 fr. — Paricot, Saint-Etienne (2^e versement), 20 fr. — Deux membres amis des peuples de Russie, 20 fr. — Ch. Rigaux, 5 fr. — H. Comme, 1 fr. — L. Silvestre, Grenoble, 1 fr. — Un abonné, 10 fr. — Lauthier, 5 fr. — Anonyme, 1 fr. 50. — Deux anciens combattants, 2 fr. — Vive Lénine ! 2 francs. — André Chervet, 20 fr. — Pigeon, Marseille, 5 fr. — Un Russe de Paris, 15 fr. — Pour la propagande, 1 fr. 50. — Stein, Malakoff, 5 fr. — R Vallée, 5 fr. — Vive la dictature du prolétariat ! 2 fr. — Andrée Dubois, 10 fr. — Vaillant, 1 fr. — Citoyenne Vaillant, 1 fr. — Un soviétiste, 0 fr. 50. — Deux communistes de Plaisance, 3 fr. — Citoyenne Henry, 5 fr. — A. R., 1 franc.

Total de la 5^e liste.....Fr. 268 50
Total des listes précédentes..... 822 75

Total général.....Fr. 1.091 25

Pour la Paix avec la Russie !

Pour le 1^{er} Mai !

Que signifient ces mots : la paix avec la Russie ?

Peut-il se conclure quelque chose de semblable à une paix, entre une République des soviets et le capitalisme mondial ?

Non. Une *paix réelle* est impossible en régime capitaliste.

Une paix réelle pour la Russie signifie la victoire de la révolution mondiale, et rien d'autre.

C'est pourquoi une action révolutionnaire des travailleurs pour amener la paix, doit être une lutte destinée à développer leur puissance à tel point que le capitalisme mondial soit empêché de faire la guerre à la Russie sous quelque forme que ce soit.

1^o Arrêter les campagnes militaires ouvertes par le refus non seulement de combattre, mais aussi de fabriquer ou de transporter des armes, des munitions, des équipements, etc., pour ceux qui pourraient en user contre les soviets ;

2^o Empêcher et contrecarrer tout complot, machination et action souterraine contre nos frères prolétariens, en dénonçant les responsables de telles entreprises, en empêchant que l'argent y soit employé et *en refusant toute confiance aux mensonges de la presse capitaliste* ;

Ce dernier point est très important. Si nous nous engageons à ne donner aucune confiance aux informations capitalistes concernant la Russie soviétiste, de prétendus actes de barbarie, de soi-disant manifestations de trouble et de chaos interne, ou de politique extérieure de conquête, etc., nous éviterons probablement de tomber dans la folie qui s'est emparée de la plupart d'entre nous en 1914 ;

3^o Lutter dans les autres pays pour l'instauration de Républiques des soviets considérées comme organes de la dictature du prolétariat. Ce but moteur, nous devons toujours l'avoir en vue dans tous nos gestes et dans toute notre action.

Nous devons nous emplit de pensées révolutionnaires ; nous devons oser espérer dans notre misère ; nous devons comprendre de plus en plus que l'effondrement du capitalisme est en voie d'accomplissement ; nous devons avoir la volonté de détruire les armes de nos ennemis ; nous devons avoir confiance en notre puissance de construction. Tout cela, nous ne pouvons l'accomplir qu'en luttant constamment contre nos exploiters, en donnant à cette lutte un caractère révolutionnaire général. Cela veut dire : rupture complète avec la civilisation bourgeoise, la morale bourgeoise, la suprématie bourgeoise ; cela veut dire : le travail doit être le principe fondamental de la vie sociale et morale.

Que dire des propositions de paix faites par les ennemis du travail ?

C'est une nouvelle méthode pour détruire la Russie des soviets en agissant de l'intérieur, méthode qui peut être renforcée à tout instant par une action de l'extérieur, si les travailleurs faiblissent un moment. La Russie accepte une telle paix en sachant très bien ce qu'elle signifie. Mais elle a malheureusement besoin de matériel de chemins de fer et de machines, et elle veut risquer les intrigues, la corruption, les complots contre-révolu-

tionnaires et les meurtres, confiante qu'elle est, dans le renforcement, au contact de la Révolution russe, de la puissance du prolétariat d'Europe occidentale, confiante également dans la chute du capitalisme avant qu'il puisse se consolider par les trésors de l'âme russe.

La Russie peut nourrir l'Europe, peut lui fournir les matières premières les plus précieuses, et donnera certainement un ravitaillement immédiat aux nations épuisées de l'Europe centrale. Même à ce point de vue étroit, la paix avec la Russie est dans l'intérêt direct des travailleurs. Mais si une paix entre le capitalisme et les soviets signifiait réellement la restauration du capitalisme à travers l'Europe, elle se ferait au détriment des intérêts de la Russie soviétique et de la révolution mondiale. Nous croyons que ce ravitaillement ne sera pas tel qu'il puisse donner au capitalisme l'occasion de se relever temporairement et de préparer une nouvelle guerre mondiale ; nous croyons que, de toute façon, il vient trop tard. Notre devoir et notre seule issue est d'appuyer la Russie par notre action, dans de telles proportions qu'elle puisse assurer une paix qui renforce le premier État prolétarien plus qu'elle ne renforcera ses ennemis.

Si une nouvelle attaque menace, nous devons combattre ce crime nouveau ; si la paix est en route, nous devons même lutter avec plus de vigueur, car le résultat dépendra de la façon dont la paix se fera, et de la volonté des travailleurs d'user de cette paix temporaire pour leurs propres buts révolutionnaires. Et n'oubliez pas que ce qui est vrai aujourd'hui pour la Russie peut être vrai demain pour l'Allemagne soviétiste ou pour toute autre République des soviets.

C'est pour cela qu'en toute circonstance, l'aide à la Russie doit emplit notre pensée, doit faire partie de toute notre importante action prolétarienne. *Et pour que le monde conçoive clairement qu'il s'agit d'un événement souverainement international, l'idée d'une grève démonstrative internationale doit être propagée et préparée dans tous les pays.*

Une telle démonstration ne peut avoir de succès si la lutte n'intensifie pas, ne crée pas un sentiment de solidarité internationale, si dans tous nos mouvements de masses nous ne mettons pas la paix avec la Russie au premier rang de nos revendications. Mais même si elle est incomplète, une démonstration pour une paix prolétarienne avec la Russie contribuera à renforcer la puissance de l'internationalisme.

Le bureau d'Amsterdam de l'Internationale communiste considère comme son principal devoir de provoquer l'unité internationale non seulement dans la pensée, mais aussi dans l'action.

Pour cette raison, il propose aux groupes communistes et aux organisations révolutionnaires, aux comités d'ouvriers, etc., d'étudier la possibilité d'une *grève démonstrative* en faveur de la paix avec la Russie des soviets sur une échelle internationale.

Le 1^{er} mai a toujours été conçu comme jour de grève générale dans le monde entier, mais jusqu'ici, il n'a jamais réussi à réaliser le caractère révolutionnaire général que ses promoteurs vou-

laient lui donner. Au contraire, pendant la décade précédant la guerre, le 1^{er} mai perdit de plus en plus toute signification révolutionnaire. Le capitalisme ne fut pas le moins du monde effrayé par son existence, par les parades et les démonstrations exécutées en ce jour par des millions d'hommes, et l'Etat bourgeois incorpora ces démonstrations dans sa vie normale, comme il l'avait fait pour les syndicats, les partis social-démocrates, etc., etc.

La 3^e Internationale a pour devoir historique d'exécuter ce que la deuxième avait projeté, de réaliser ce que celle-ci avait exprimé. Elle doit former l'unité internationale externe du prolétariat mondial, son unité de doctrine, d'organisation et de tactique. Elle doit enseigner aux travailleurs à former un front mondial contre le front mondial que développe l'impérialisme en dépit de ses déviations internes et de ses dissensions.

En proposant l'utilisation du 1^{er} mai 1920 pour une grève démonstrative internationale en faveur de la Russie soviétiste (peu importe si les impérialistes parlent de paix en préparant la guerre), nous devons profiter en faveur de la paix des traditions de solidarité et d'action déjà attachés par la classe ouvrière au jour du 1^{er} mai, et nous servir des traditions comme moyen destiné à donner un nouvel et vigoureux effort dans la direction de l'unité internationale. Nous pensons que les temps sont mûrs pour un tel effort.

Pour un observateur superficiel, la lutte révolutionnaire dans le centre et l'ouest de l'Europe peut paraître se développer avec une extrême lenteur, et même sembler arrêtée; mais si nous observons avec plus de précision et de profondeur, nous ne pouvons qu'admirer les redoutables changements qui s'opèrent dans les esprits et les âmes de millions et de millions d'hommes et de femmes sur toute la terre, changements qui se développent avec la plus grande rapidité.

La croyance dans la fatalité, l'immutabilité, l'éternité de la domination capitaliste s'ébranle de jour en jour. L'idée de nouvelles formes de la vie humaine, d'une camaraderie générale, de culture

pour tous, de propriété commune des moyens de production se présente comme une réalité prochaine, pour la première fois depuis la division de la société en classes dominante et dominée. Pour la première fois, elle exerce son emprise sur les masses.

La façade extérieure de la société et de l'Etat bourgeois existe encore, mais elle peut s'écrouler à tout moment, malgré qu'un long et rude combat soit encore indubitablement nécessaire, aussi bien pour abattre définitivement la bourgeoisie que pour effectuer dans les masses du peuple les transformations morales et intellectuelles qui les rendront capables d'instaurer la société communiste et les adapteront à y vivre.

De même, nous devons avoir toujours présent à l'esprit le fait des énormes transformations qui s'opèrent au fond des choses. Nous pouvons être convaincus que la moindre chose, la circonstance la plus insignifiante, en unifiant dans un nouveau corps les éléments innombrables de la nouvelle conscience révolutionnaire qui flotte sur le monde, et en lui permettant de manifester avec une force inattendue, peut, à tout moment, devenir l'instigatrice d'une lutte nouvelle et d'un heureux soulèvement. Actuellement, dans le vieux monde, il ne peut plus exister plus longtemps des situations défavorables à l'action; les temps sont mûrs pour balayer le capitalisme, et chaque geste passager peut devenir l'annonciateur de nouveaux bouleversements sociaux surgissant brusquement.

Appuyés par ces considérations, nous déposons devant tous les syndicats, tous les organes extra-syndicaux, tous les groupes ou partis la proposition d'une grève générale le 1^{er} mai 1920 en faveur de la Russie des soviets, et nous les prions de nous informer si cette proposition trouvera leur appui.

Pour le Comité Exécutif du Bureau
auxiliaire d'Amsterdam de la
3^e Internationale :

D. J. WYNKOOP, HENRIETTE ROLAND HOLST, S. J. RUTGERS.

Le Programme des Spartakistes

Le Comité Central du Parti communiste allemand (K. P. D.), ancien groupe Spartacus, a fait voter à la Conférence d'Heidelberg (octobre 1919), les thèses que voici :

1. La Révolution, née de l'exploitation économique du prolétariat par le capitalisme et de son oppression politique par la bourgeoisie, qui veut maintenir ses privilèges d'exploitation, a une double tâche : Suppression de l'oppression politique et suppression de l'exploitation économique.

2. La substitution de la production socialiste à l'exploitation capitaliste a pour condition la suppression de la puissance politique de la bourgeoisie et son remplacement par la dictature du prolétariat.

3. Dans tous les stades de la révolution qui précèdent la prise du pouvoir par le prolétariat, la révolution est une lutte politique des masses prolétariennes pour la prise du pouvoir politique. — Cette lutte sera menée par tous les moyens politi-

ques et économiques. Le Parti communiste allemand (K. P. D.) sait que cette lutte ne sera victorieuse que par l'emploi des plus grands moyens politiques (grèves générales, démonstrations de masses, insurrections). — Le K. P. D. ne peut donc renoncer en principe à aucun moyen politique qui sert de préparation à ces grandes luttes. La participation aux élections, au Parlement, aux Conseils de villes, aux Conseils d'usines légalement reconnus, etc., peut être aussi considérée comme un de ces moyens.

Mais comme les élections ne sont que des moyens préparatoires de la lutte révolutionnaire, on peut renoncer à l'emploi de ce moyen dans des situations politiques spéciales, en particulier lorsque l'emploi du moyen parlementaire est rendu momentanément ou définitivement superflu par les actions révolutionnaires en cours et décisives.

Le K. P. D. repousse donc d'un côté la conception syndicaliste qui déclare superflue et nuisible l'action politique, d'un autre côté la conception du Parti indépendant, qui croit que les conquêtes révolutionnaires peuvent être introduites au moyen

de décisions parlementaires ou de pourparlers avec la bourgeoisie.

4. Déjà, avant la prise du pouvoir, on doit accorder la plus grande importance à l'achèvement de l'organisation soviétique existante et à la création de nouvelles organisations. A ce sujet, il faut comprendre que les Soviets et l'organisation des Conseils ne peuvent être créés ni maintenus par des statuts, des règlements électoraux, etc. Leur existence est due seulement à la volonté et à l'action révolutionnaire des masses ; ils sont l'expression idéologique et organique de la volonté du prolétariat à l'égard du pouvoir, comme les Parlements sont l'expression de la bourgeoisie. — Les Conseils d'ouvriers sont donc aussi les porteurs de l'action révolutionnaire des masses. Les membres du K. P. D. doivent se constituer en fraction au sein des Conseils d'ouvriers, et chercher, par des paroles appropriées, à relever les Soviets à la hauteur de leur tâche révolutionnaire et à obtenir la direction des Soviets et des masses ouvrières.

5. La révolution, qui ne se fait pas d'un seul coup, mais qui est l'opiniâtre lutte d'une classe opprimée depuis des milliers d'années, et par conséquent non pleinement consciente de ses devoirs et de sa force, est soumise au flux et au reflux. Elle change ses moyens d'après la situation ; elle attaque le capitalisme tantôt du côté politique, tantôt du côté économique, tantôt des deux côtés. Le K. P. D. lutte contre l'opinion qu'une révolution économique est indépendante d'une révolution politique. — Les moyens de lutte économiques sont particulièrement importants, parce qu'ils ouvrent mieux les yeux du prolétariat sur les causes spéciales de sa misère économique et politique. La valeur de ces moyens de lutte croît d'autant plus que grandit dans le prolétariat l'idée que ces moyens de luttes économiques servent le but politique de la révolution.

C'est une tâche du parti politique d'assurer au prolétariat le libre emploi de ce moyen économique, entravé par une bureaucratie syndicale réactionnaire, où c'est nécessaire, même au prix de la

destruction de l'organisation syndicale et de la création de nouvelles formes d'organisation.

La conception qu'on pourrait obtenir des actions de masses grâce à une forme d'organisation spéciale, que la révolution est donc une question de forme d'organisation, est repoussée comme un retour aux utopies petites bourgeoises.

6. L'organisation économique est celle dans laquelle se rassemblent les grandes masses. Une grande partie de la masse qui mène la lutte révolutionnaire s'y trouve. Le parti politique, par contre, est appelé à diriger la lutte révolutionnaire des masses. Dans le K. P. D. se rassemblent les éléments les plus avancés et les plus conscients du prolétariat qui sont appelés à marcher à l'avant-garde des luttes révolutionnaires. — L'intérêt de l'unité, de l'éducation intellectuelle et de l'accord de cette classe de leader les oblige à s'unir dans un parti politique.

L'opinion syndicaliste que cette union des prolétaires les plus conscients, dans un parti, n'est pas nécessaire, que le parti doit disparaître devant les organisations économiques du prolétariat, ou qu'il doit se fondre en elles, que le parti doit abandonner sa direction des actions révolutionnaires aux organisations d'usines et qu'il doit se limiter à la propagande, est contre-révolutionnaire, parce qu'elle veut remplacer les vues claires de l'élite de la classe ouvrière par la poussée chaotique de la masse en révolte. Le parti ne peut être prêt à cette tâche que s'il est fortement centralisé dans l'époque révolutionnaire. Le fédéralisme, dans de tels moments, n'est qu'une forme cachée de négation et de dissolution du parti parce que le fédéralisme paralyse en réalité le parti. L'organisation économique comme l'organisation politique du prolétariat réclame aussi la plus forte centralisation. Le fédéralisme dans les organisations économiques rend impossible les actions unifiées des ouvriers. Le K. P. D. repousse tout fédéralisme.

7. Les membres du K. P. D. qui ne partagent pas ces conceptions sur l'essence, l'organisation et l'action du parti doivent sortir du parti.

POLONIA MILITANS

Parmi les Etats qui encerclent étroitement la Russie soviétique et qui s'efforcent de l'écraser, une des premières places est occupée par la Pologne, pays qui tout récemment encore appelait la sympathie du monde révolutionnaire par sa lutte héroïque contre les Etats qui l'asservissaient. Pour celui qui n'a pas approfondi la vie intérieure de la Pologne, qui n'a pas étudié son régime social, qui n'a pas aperçu la terrible lutte des classes qui s'y déroule, et qui n'a pas conçu la possibilité d'être à la fois opprimé et oppresseur — le rôle de gendarme étrangleur de la révolution, assumé par la Pologne « indépendante » a été tout à fait imprévu.

La Pologne de Kosciuszko luttant pour la liberté de l'Amérique, la Pologne de Meroslavsky, qui prit part à la révolution de 1848, la Pologne des Dombrowsky et des Wrublewsky — héros de la Commune de Paris, la Pologne des Grinevecky, des Kobylansky, des Ki-

rakowsky et des Mirsky — de tous ceux qui luttèrent réellement contre le tzarisme russe côte à côte avec les révolutionnaires russes, enfin la Pologne de Rosa Luxembourg, cette Pologne-là avait empêché de voir une autre Pologne, bourgeoise-nobiliaire, faite de la chair et du sang de la noblesse et de la bourgeoisie de tous les pays et de tous les peuples.

Aussi longtemps qu'elle se trouva sous le joug des Romanov et des Hohenzollern, cette Pologne nobiliaire-bourgeoise, s'adaptant aux conditions du moment, tirant parti de celles-ci pour opprimer les nationalités et les masses laborieuses plus faibles, nous montrait le visage de l'innocence opprimée.

Tout en amassant un capital de classe, elle ce drapait dans la toge de martyr et prenait le monde civilisé tout entier à témoin du joug qui pesait sur elle, alors qu'elle recourait à l'aide des gendarmes russes dans sa lutte de classe contre le prolétariat et que, à la faveur

de sa situation relativement privilégiée, elle écrasait son concurrent intérieur en la personne des juifs. A partir du moment où, grâce à la révolution en Russie et en Allemagne, cette Pologne acquit l'indépendance politique, elle laissa tomber sa toge de martyr et apparut devant le monde entier dans sa hideuse nudité. Aux héros symboliques antérieurs, les Kosciuszko, les Dombrowsky et les Wrublewsky, succédèrent les chevaliers du profit, les idéologues de la grande et de la petite bourgeoisie, les Dmowsky, ces mêmes héros qui, après la dissolution de la seconde Douma avaient agi en contact étroit avec les Stolypine et les Bobrinsky et s'étaient illustrés par leur approbation du projet de Stolypine sur l'administration locale, comme dans la classe ouvrière polonaise sous le nom de « projet des honnêtes infamies ». D'après ce projet, l'administration russificatrice de la Pologne avait le droit de contrôler non seulement la loyauté politique des décisions prises par les organes d'administration locale, mais aussi leur bien fondé. La bourgeoisie « patriote » polonaise admettait tout cela, aussi bien que les restrictions imposées aux administrations locales quant à l'emploi de la langue polonaise et à la participation dans ces administrations des israélites et des ouvriers.

Disposant entièrement du pouvoir pour exploiter la classe ouvrière et lutter contre sa concurrente la bourgeoisie israélite, la bourgeoisie polonaise, dès le début de la guerre et jusqu'à la révolution d'octobre ne cessa de s'orienter vers la Russie, ou plutôt vers les marchés russes et sibériens et continua d'exploiter à son profit les conditions du travail, depuis longtemps surannées en Europe, maintenues en vigueur dans l'empire russe par les Romanoff et leurs successeurs, les Milboulkoff et le Goutchkoff, et qui continuèrent à subsister même sous le régime de Kerensky.

La révolution d'octobre vint modifier subitement et radicalement la situation. Elle brisa « la grande chaîne », frappant ainsi, à un bout la bourgeoisie russe, et à l'autre, la bourgeoisie polonaise. Les Dmowsky s'inquiétèrent et contre le danger qu'ils pressentaient, prirent une double mesure de précaution. D'une part, en guise de bouclier, ils mirent en avant les social-patriotes, les conciliateurs, les Pilsudsky, les Dasczinsky, les Morozewsky mystifiant ainsi les ouvriers encore peu conscients au moyen d'un vague fantôme de socialisme et s'intitulant « gouvernement des ouvriers et des paysans » ; d'autre part, ces hommes de proie à peine affranchis s'empressèrent d'entrer en contact étroit avec les impérialistes d'Occident pour combattre le bolchevisme qui les menaçait tous et, faisant argent du sang des ouvriers et des paysans polonais, s'efforcèrent de bâtir leur prospérité sur les os de leurs victimes. La Pologne qui se proclamait jadis le rempart (« przodmierzem ») du christianisme, assume maintenant le rôle de « rempart de la civilisation » contre le bolchevisme.

Des dizaines de milliers de juifs massacrés dans des circonstances atroces, toute une série

de progroms à côté desquels pâlissent ceux de Kichinev et d'Odessa, de l'époque tsariste, telles sont les manifestations caractéristiques de cette civilisation...

Et ces progroms ne sont qu'un phénomène accessoire et de peu d'importance à côté du plan, conçu par les bandits de l'impérialisme polonais qui flairent le butin. Ce plan a pour objet la substitution de la Pologne à la Russie dans le concert européen. Le rôle que jouèrent jadis les Sazonoff et les Isvolsky, est celui que malheureusement rêvent maintenant les Pachulsky et les Dmowsky ; dans la réalisation de ce plan, la bourgeoisie polonaise se heurte à un concurrent dangereux en la personne de la Russie de Denikine et de Koltchak. Pour les puissances de l'Entente, il est indifférent que ce soit la Pologne ou la Russie qui arrache le pouvoir des mains des ouvriers et des paysans ; la seule chose qui leur importe c'est que ce résultat soit obtenu ; c'est pourquoi elles accordent simultanément leur appui à la « Grande Russie » et à la « Grande Pologne », se réservant la faculté de se prononcer, au moment décisif, pour l'une ou pour l'autre...

Mais pour la bourgeoisie polonaise, cette question est loin d'être indifférente. Elle comprend très bien, en effet, que la victoire de la grande puissance russe, de la Russie « une et indivisible » serait la fin de son indépendance et de ses rêves. Aussi les succès momentanés de Denikine ont-ils provoqué son inquiétude. Des journaux polonais publient sous ce titre caractéristique : « Où allons-nous ? » des articles où sont exprimés des doutes quant à l'opportunité d'une expédition en Ukraine et au cours imprimé à la politique de la Pologne.

On peut prévoir presque à coup sûr, que tous ces appels en faveur de la cessation des incursions dans les Républiques des Soviets resteront la voix prêchant dans le désert, les Dmowsky et les Paderewsky savent ce qu'ils font et ce qu'ils veulent. Ils ont saisi ce qui est à la base de la lutte qui se produit, ils comprennent que c'est avant tout une lutte de classes et sont volontiers disposés à immoler les intérêts de leur « chère patrie » aux intérêts de leur classe. D'ailleurs s'ils ne l'avaient pas compris, les puissances de l'Entente n'eussent pas manqué d'abaisser sur eux la « main décharnée de la faim » pour les obliger à continuer la lutte ; on ne relève le nègre de ses sanglantes obligations que lorsqu'il les a toutes remplies. Coupez les griffes aux Dmowsky, et c'est la ruine de toute la gent de proie polonaise.

Seule la classe ouvrière polonaise agissant en contact étroit avec la classe ouvrière du monde entier, est à même de mettre fin aux projets sanglants des impérialistes polonais.

Le sentiment que la fin de la Russie Révolutionnaire serait un coup porté à tout le prolétariat international pousse dès maintenant des racines profondes dans les masses ouvrières du monde entier. Dans certains pays, ces masses résistent passivement ; dans d'autres, notamment en Pologne, elles commencent à passer aux actes. Là est le gage de la

victoire... Les Dmowsky et les Paderewsky auront le sort des Milioukoff et des Goutchkoff. Il n'y a force au ciel, ni sur terre, qui soit capable de les en préserver.

Félix KOHN.

Note de la rédaction. — Le camarade Félix

Kohn, qui est un des pionniers du mouvement révolutionnaire polonais, était, avant la guerre, membre du parti socialiste polonais (Levitzki). Nous souhaitons maintenant la bienvenue au vieux militant dans les rangs des communistes.

A PROPOS DE L'INTERVENTION EN RUSSIE

Ce que dit un Russe à un Anglais

J'ai reçu récemment la visite d'un jeune Anglais qui ne me connaissait pas et qui vint me trouver moi, vieil homme de science, malade, pour me dire qu'à l'heure actuelle, quand nous étions sous le coup de la menace criminelle d'une guerre entre nos peuples, personne, ni d'un côté, ni de l'autre, n'avait le droit de se taire.

Depuis, conscient de la profonde justesse de ces paroles, je n'ai pas eu un moment de répit, je sais bien sans doute que je ne pourrai rien dire que ne dirait tout Russe honnête n'appartenant pas à la catégorie de ceux qui quémandent maintenant d'un colonel ou d'un major anglais une Constitution et un modeste pourboire, par-dessus le marché. Mais si chacun raisonnait de la sorte, tout le monde se tairait. Toutefois — et c'est la question qui surgit immédiatement — comment faire parvenir les paroles d'un Russe aux oreilles d'un Anglais, par ces temps de censure et de mensonge officiel, imposé par les dictateurs actuels de l'Angleterre à leur peuple autrefois libre? Peut-être les éditions étrangères entreprises par *l'Internationale communiste* réussiront-elles à surmonter cet obstacle. Voici donc ce que je dirai, moi, simple citoyen russe, à mon interlocuteur, simple citoyen anglais — si, naturellement, celui-ci avait la complaisance de m'écouter.

Mister Britting (1) tranquillisait sa conscience révoltée par la guerre en se disant : « Je ne suis pas responsable des actions de sir Edward Grey ». Mais il avait tort. On l'a dit depuis longtemps. Un peuple a le gouvernement qu'il mérite. Je ne suis pas un homme politique dont le sort des peuples dépend ; je ne suis pas un représentant de la presse tenu de porter à la connaissance des peuples « toute la vérité », je ne suis pas même un historien dont le devoir est de partager avec ses semblables la connaissance qu'il a du passé afin qu'ils puissent en bénéficier dans le présent. Je ne suis qu'un savant qui a longtemps vécu, pénétré d'un irrésistible besoin de comprendre ce qui se passait autour de lui afin de mieux régler sa propre activité ; je ne suis qu'une de ces innombrables personnalités humaines responsables qui font la responsabilité des nations.

Cette responsabilité est d'autant plus grande que la nation est plus libre, d'autant plus lourde que la nation est moins libre. Il n'est que des esclaves inconscients qui puissent dire : « Nous sommes innocents ; nos gouvernants seuls sont coupables ». Les peuples asservis, mais qui n'ont pas perdu conscience de leur avilissement ont, avant tout, le ter-

rible devoir de lutter contre leurs oppresseurs jusqu'à ce qu'ils les aient vaincus. Le peuple russe a rempli ce devoir devant l'histoire dans des conditions si douloureuses que nul peuple au monde n'en a connu de semblables. Il subissait le pire esclavage, masqué d'ailleurs par l'écoeurante comédie parlementaire montée par les Stolypine, les Goutchkov, les Sabler, et leurs pareils, jouée par Milioukoff, les Pourichkiévitch, les Maklakov et *tutti quanti* et destinée à servir de paravent susceptible de cacher l'alliance honteuse (1) des « démocraties avancées » de l'Europe avec le despotisme asiatique le plus sincère. Complètement ruiné, baignant dans son sang, le peuple russe trouva encore des forces pour remplir son devoir devant l'histoire et toutes les nations en convièrent dès la première heure. Les gouvernants anglais espéraient conserver à leur disposition le même nombre de baïonnettes russes tout en n'ayant plus à rougir d'être les alliés d'un tzar. Ils étaient convaincus que les Milioukoff, etc., laquais de leur proconsul Buchanan, monteraient et joueraient avec succès une comédie constitutionnelle plus complète encore. Mais le peuple russe et ceux qui le servaient loyalement comprenaient autrement leur tâche ; en se libérant, ils avaient brisé à tout jamais le plus néfaste soutien du militarisme. Rien d'étonnant à ce que leur cri de victoire fut un cri de *paix*. Ils avaient indiscutablement droit à cette paix. Une guerre semblable et une pareille révolution dépassaient la mesure des forces d'un peuple ; les peuples comme les bêtes n'ont qu'une peau et ne peuvent être écorchés qu'une fois (2). Mais surtout la révolution avait démasqué le mensonge cynique de la guerre faite soi-disant contre le militarisme. Ce n'est pas contre le militarisme que l'on se battait, mais bien pour le militarisme des oligarques de Lombard street auxquels n'avaient pas tardé à se joindre ceux de Wall street et aussi contre la révolution sociale qui approchait, partout imminente. Mais les plats valets

(1) Il faut rendre cette justice aux Allemands. Ils ont considéré comme moralement responsables les seuls peuples français et anglais. De la Russie ils disaient avec une indulgence méprisante : « C'est une autocratie ».

(2) La presse a souvent accueilli le bruit d'après lequel un des articles du pacte interallié libérait l'Empereur Nicolas de ses obligations en cas de révolution. Ce que l'on reconnaissait comme un cas de force majeure, libérant le despote des obligations qu'il avait contractées, ne fut pas admis comme tel en faveur d'un peuple, jusqu'alors privé de responsabilité. Si l'on objecte la fausseté possible de ce bruit nous répondrons : « Tant pis pour ceux qui défendent la diplomatie secrète et perdent ainsi le droit à la confiance publique ».

(1) Personnage d'un récent roman de Wells.

du proconsul anglais, grimés en ministres de la jeune république, étouffaient traitreusement les cris désespérés du peuple réclamant la paix et se servaient de la censure qui régnait dans le monde entier pour faire proclamer par la presse les intentions belliqueuses de ce peuple. Les fruits de la révolution de février faite par les ouvriers et les soldats de Pétrograd tombèrent entre les mains des représentants des classes aisées que le hasard des circonstances avait mis en vedette.

Par les retards conscients que ceux-ci opposèrent à la convocation d'une Constituante, par leur désir évident de recommencer les journées de juin 1848, par la honteuse comédie de la Conférence de Moscou et enfin par deux attaques traitreusement dirigées contre Pétrograd — qui ne fut sauvé que grâce aux bolcheviks — ils rendirent la révolution d'octobre inévitable. La victoire resta au bolchevisme; les ennemis de la révolution, de toute nuance, furent défaits.

Vous pouvez, dans votre éloignement accuser les bolcheviks d'utopisme, leur imputer le désir d'exploiter jusqu'au bout cette révolution qui coûta si cher au peuple russe, afin de réaliser de suite une complète transformation sociale, mais il n'est pas un Russe impartial qui puisse soutenir qu'au cours de notre existence de mille années, nous ayons jamais eu un gouvernement qui ait témoigné d'autant de probité, d'intelligence, de savoir, de talent et de dévouement à la cause populaire que l'on en trouve chez les bolcheviks. Les noms de Lénine, de Trotsky, de Tchitcherine, pour n'en citer que quelques-uns, appartiennent déjà à l'histoire. Parler d'autres gouvernements russes, en entendant sous cette dénomination des bandes de pilliards, groupées uniquement par la haine de la révolution et à la tête desquelles sont des serviteurs du tsar, des fauteurs de la guerre qui dans cette guerre même n'ont montré devant l'ennemi que leur incapacité et qui ne savent que ravager leur malheureuse patrie avec le concours de l'étranger — tantôt les Allemands, tantôt les alliés, parfois les deux ensembles — parler de ces gouvernements n'est possible que si l'on est dans une ignorance totale des faits ou si l'on désire tromper des gens mal informés.

Malgré la brièveté de cet exposé, je ne veux pas me borner à des généralités. Qu'il me soit permis de citer les faits les plus marquants. Quelle science profonde et quelle extraordinaire clairvoyance politique Lénine n'a-t-il pas révélée quand il a prédit la révolution allemande, prédiction d'abord accueillie comme un accès de délire d'un homme aveuglé par le fanatisme et vérifiée par les faits quelques semaines plus tard. Ou bien encore dans ses assurances que la paix de Brest donnerait au peuple russe un répit nécessaire et s'effacerait promptement sans laisser de traces. Et elle se serait ainsi effacée si les alliés n'avaient voulu continuer l'œuvre du kaiser en prenant la défense des barons baltes. Marquez au crayon sur la carte ce que la Russie bolcheviste était il y a un an grâce à ces mêmes alliés qui rêvaient de ressusciter l'ordre tsariste et ce qu'elle est maintenant. Demandez-vous quel pays s'est vu dans l'obligation de combattre aussi longtemps sur d'aussi vastes territoires, et vous apprécierez l'activité du Carnot bolchevik et de ses collaborateurs de talent. Les premiers dans l'histoire, ils ont créé une armée vé-

ritablement populaire, l'armée rouge qui sait vaincre en défendant sa patrie. Lisez les notes de Tchitcherine et vous connaîtrez les premiers documents historiques d'une diplomatie loyale dont votre parti ouvrier indépendant ose à peine rêver quand il demande un *contrôle démocratique*. Ajoutez à la plus tragique situation où se soit jamais trouvé un peuple, le souci constant de l'instruction publique, la création d'innombrables écoles, de bibliothèques, de salles de conférences, les demandes de livres pour le peuple que les institutions soviétistes réussissent à satisfaire, les rapides progrès de l'éducation esthétique du peuple grâce aux théâtres, aux concerts, à l'enseignement, devenu pour la première fois, vraiment accessible à tous. Faites le bilan de tout ceci et vous apprécierez comme elle le mérite la calomnie du vandalisme bolchevik répandue dans tous les pays par une presse vénales.

Songez que toutes les souffrances de notre pauvre pays sont provoquées par le gouvernement du peuple anglais avec lequel nous ne sommes pas en guerre et que nos dernières ressources doivent être dépensées pour combattre. Dès mon enfance j'ai été habitué à voir dans le *Punch* la Russie tsariste, détestée du peuple anglais, incarnée par un cosaque armé du knout — et voici qu'à la Chambre des Communes on le proclame, ce cosaque, l'ami du peuple anglais parce qu'il veut restaurer dans la Russie libérée le joug des tsars.

J'ai sous les yeux une photographie des ponts sur le Volga que l'on a traitreusement fait sauter. Cet exploit digne de gens cultivés a aussi été payé par les agents anglais. Et l'on est glacé d'horreur quand on songe que ces destructions n'ont pas été effectuées au cours d'opérations militaires, dans un but stratégique, mais dans le but général, dans le dessein diabolique de faire mourir de faim les populations non combattantes de femmes et d'enfants.

Que sont devenus tous les discours des Congrès de la Haye et d'ailleurs sur la nécessité d'éviter autant que possible aux non-combattants, aux paisibles populations, toutes les misères de la guerre? Les gouvernants actuels disent avec fierté : « Nous avons changé tout cela ». La guerre sans déclaration, la guerre faite par des mercenaires salariés, la guerre pratiquée au moyen de la famine, exterminant d'innombrables populations de millions d'âmes (1) et encore, toujours dans le but de mener cette guerre, l'emploi de tous les procédés les plus inavouables jusqu'à l'exploitation éhontée de l'immunité diplomatique, reconnue même par les peuples barbares (Noulens et Lockhart) — tel est le dernier mot du *droit international* mis en pratique par ceux qui gouvernent le peuple anglais. Et tout cela se fait contre le peuple russe qui n'a jamais nuï, ne nuit pas, ne veut pas nuire et en fait ne peut pas nuire au peuple anglais.

Je devine votre réponse. Et nos dividendes des emprunts russes que vous ne reconnaissez plus (2)? Mais Tchitcherine a depuis longtemps prouvé que tout ce que l'on entreprend ne sert que les intérêts des porteurs des emprunts tsaristes (et n'étaient-ils

(1) Lord Cecil (d'après les journaux) a déclaré que 20 millions de Russes devaient mourir de faim.

(2) Je ne puis pas ne pas rappeler ici une des premières conversations que j'eus à mon premier voyage en Angleterre, il y a un demi-siècle. Les souvenirs de la

pas avantageux précisément parce que l'on savait qu'ils comportaient des risques considérables) et déclaré que le gouvernement des Soviets préférerait sans nul doute payer une rançon en argent plutôt que d'imposer au peuple russe un nouvel impôt du sang.

Je ne puis toutefois renoncer aux considérations suivantes, étrangères à la politique et d'un caractère purement moral. Je me rappelle que sir Edward Grey à l'époque de la Conférence de Londres déclara à propos du partage entre les alliés du butin pris sur les Turcs (1) qu'il fallait partager les conquêtes proportionnellement aux sacrifices des belligérants.

Naturellement il faut invoquer en premier lieu les pertes en hommes, le sang versé. Les vainqueurs d'aujourd'hui dressent maintenant ce bilan à Paris et les journaux ont publié que le peuple anglais n'a perdu que quelques centaines de milliers d'hommes. Peut-être cette estimation est-elle à l'usage du pays dans le but de calmer les mécontents. Quoi qu'il en soit, chez nous, en Russie, ce chiffre des pertes atteint des millions. Les vainqueurs de Versailles ont-ils tenu compte de ces victimes qui attirèrent sur elles les premiers coups de la guerre, détournant ainsi des forces allemandes considérables qui autrement eussent peut-être donné à la fameuse bataille de la Marne une toute autre issue? Ou n'ont-ils tenu compte que de l'or dépensé pour équiper et nourrir ces victimes (car nul ne l'ignore, leur armement arriva trop tard)? Shylock lui-même, si on lui avait coupé un morceau de chair humaine, n'eût pas poussé l'insolence et la cupidité jusqu'à demander la restitution de l'or prêté en gage sur cette chair humaine! Les Shylock actuels, armés de mitrailleuses et de tanks en sont seuls capables. Le peuple russe a donné pour cet argent aussi de la chair à canon et cet argent, ce n'est pas lui qui l'a reçu, c'est le tsar, ce sont ses courtisans qui hantent maintenant les antichambres de Londres et de Paris dans l'espoir de recevoir encore quelque chose pour le sang de leur peuple qui ne cesse de couler ou peut-être quelque avance sur le sang qui doit encore couler.

Je me rends bien compte de la naïveté idéaliste de ces lignes. La politique et la diplomatie noire sont cuirassées depuis longtemps par cet axiome que les règles morales obligatoires applicables aux hommes pris individuellement sont inopérantes pour elles et cette conception a eu tant de succès que nous assistons maintenant à un phénomène d'un autre genre, puisque nous voyons comment des personnalités isolées (spéculateurs, traîtres, etc...) ont été contaminées par l'absence de scrupules des gouvernants.

Mais quand les considérations d'ordre moral n'ont plus de valeur, des considérations d'un autre ordre gardent toute leur force même aux yeux des gouvernants. Les vainqueurs sont aussi malades d'un idéalisme naïf, mais d'une autre sorte. Ils sont toujours convaincus de la pérennité de leur victoire. On

guerre de Crimée étaient alors de fraîche date, et l'une des premières phrases de mon interlocuteur, feu le sympathique professeur G... fut : « Vous savez bien que nous sommes un peuple de boutiquiers (*a nation of shopkeepers*) et que nous avons été profondément touchés que Nicolas nous eût offert de payer, malgré la guerre, les dividendes ».

n'en doute pas à Paris, ni à Londres, ni à Washington, mais, à long temps vivre ici-bas, on perd la foi dans les victoires définitives. J'ai connu la grandeur de Nicolas I^{er} dont vous avez eu peur et que vous avez abaissé, ce dont grâce vous soit rendue (1). J'ai connu la grandeur de Napoléon III dont vous étiez les amis mais que vous avez laissé périr, peut-être non sans arrière-pensée (2). J'ai connu la grandeur de Bismarck devant qui vos diplomates se courbaient humblement (3). J'ai connu toute son œuvre formidable maintenant ruinée grâce aux milliardaires américains. Toutes les tentatives faites pour régner sur le monde ont, on le sait bien, toujours piteusement fini. On dira peut-être : autrefois c'étaient des puissances militaires isolées qui tendaient à l'empire du monde, tandis que maintenant, il s'agit d'un trust de puissances impérialistes; à cela je répondrai : mais n'est-ce pas précisément dans l'excès des forces que réside la pire faiblesse? Voilà longtemps qu'on l'a dit.

Les coupe-jarrets s'entendent pour piller, mais se battent pour le partage. Si l'on doute de cette vérité, que l'on veuille bien se rappeler l'exemple récent de l'alliance des Balkans.

L'entente cordiale est-elle assurée pour des siècles? N'entend-on pas déjà craquer les murs du temple de la concorde trop hâtivement édifié? La rivalité imminente de l'Angleterre et de l'Amérique n'est-elle pas grosse de menaces, plus graves encore que celles de l'ancienne rivalité entre l'Allemagne et l'Angleterre?

L'amitié de l'Amérique et du Japon est-elle vraiment si bien cimentée? Et enfin la France? Le vieux dicton dit avec scepticisme : si tu veux te faire un ennemi, rends service à ton prochain. La France ne conservera-t-elle pour ses deux bienfaitrices que des sentiments de gratitude illimités?

Après l'écrasement de la France en 1871 quelqu'un — je ne me souviens plus qui — pour consoler les Français, leur servit une traduction moderne du *Vae Victis, Vae Victoribus*. Malheur aux vaincus! Malheur aux vainqueurs! Je n'ai pas oublié le sourire condescendant des Allemands définitivement vainqueurs. Laissons dire, pensaient-ils, nous savons à quoi nous en tenir. Ce n'est que maintenant qu'ils ont appris le sens profond du « malheur aux vainqueurs ». Votre Lloyd George et votre lord Churchill (des Dardanelles) pensent-ils que leur œuvre est définitive et ne va pas s'écrouler sur leur tête (ou plus exactement sur les têtes du peuple qui leur obéit) comme cela s'est produit dans les trois cas précédents? Et je me permettrai d'en ajouter encore un quatrième.

Je criais, il y a une quinzaine d'années, à la face

(1) Toutes les fois que je passais devant le monument Palmerston je devais me retenir de l'en remercier d'un coup de chapeau.

(2) Je me souviens nettement d'un article du *Times* (automne 1870) dont le sens était à peu près celui-ci : Tout Anglais raisonnable a dû pousser un soupir de soulagement en apprenant la déclaration de guerre. Il fallait craindre non la guerre, mais la paix. Si la France et l'Allemagne ne s'étaient querellées sur le Rhin et ne faisaient marcher l'une contre l'autre les millions d'hommes de leurs armées, elles se seraient partagé un butin commun : l'une aurait annexé la Belgique et l'autre la Hollande!

(3) Balfour, membre du Congrès de Berlin en 78 le sait mieux que personne.

de Romanov et de ses courtisans, que leur politique, *oderint dum metuant* — que l'on me hâsse pourvu que l'on me craigne ! — les mènerait à leur perte. Douze années ne s'étaient pas écoulées que ma prédiction se vérifiait dans une mesure telle que ni moi, ni personne, ne l'avait prévue. Le peuple anglais peut-il s'imaginer sérieusement que les gouvernants actuels qui sèment la haine dans tous les pays du monde, en Allemagne et en Russie, en Irlande et en Hongrie, en Turquie et en Perse, aux Indes et en Egypte lui préparent des années de bien-être et de paisible prospérité ? Ceux qui suivent le précepte : *Oderint dum metuant*, que l'on me hâsse pourvu que l'on me craigne, vérifient tôt ou tard la justesse du *Vae Victoriis* ! Malheur aux vainqueurs. Telle est ma conclusion après soixante-dix ans d'observation de la politique contemporaine. Oui, 70 ans, car je revois nettement deux gravures de l'*Illustrated London News* de 1849, sans doute. L'une représentait l'entrée triomphale à Londres de Kossuth vaincu. L'autre montrait les ouvriers brasseurs Barby et Perkins administrant au méprisable général autrichien vainqueur Haynau, qui avait osé aussi se montrer à Londres, une volée de coups de canne. Et voici que je lis maintenant, après 70 ans, que le gouvernement anglais combat les libérateurs du peuple hongrois et impose à ce peuple quelque Habsbourg détesté. Et le peuple anglais tolère ces choses — tentait l'entrée triomphale à Londres de Kossuth vaincu.

Mais il est temps de faire le bilan de cette trop longue argumentation. Je me suis d'abord arrêté sur les différentes obligations des peuples libres et des peuples asservis et j'ai rappelé très sommairement comment le peuple russe a rempli son devoir. On l'avait trompé (des traîtres étrangers et des Russes pires que les étrangers) en lui assurant qu'il allait combattre le « militarisme » et libérer un opprimé. Epuisé, il comprit qu'on l'avait trompé et trouva pourtant encore la force d'en finir avec le militarisme le plus à sa portée ; de conquérir sa liberté, d'exiger la paix et d'inviter les autres peuples à suivre son exemple.

Mais que peut-on et que doit-on attendre d'un peuple qui fut autrefois fier de sa liberté ? D'abord qu'il reconquière la liberté qu'on lui a ravie par ruse, également sous ce même prétexte de guerre ; d'abord qu'il refuse d'être entre les mains de ses oppresseurs le bourreau des autres peuples et ensuite qu'il aille avec ces derniers conquérir une liberté plus vaste et plus durable pour tous les peuples qui sauront seuls se défendre à l'avenir du militarisme et des guerres interminables.

Que l'on veuille bien m'excuser de la chaleur peut-être superflue de mes paroles. Elle s'explique certainement par mes origines. Je suis Russe mais j'ai dans les veines beaucoup de sang anglais.

Peut-être est-ce surtout le sang d'un libéral anglais du bon vieux temps qui parle en moi à cet instant ? Le sang d'un de ces libéraux anglais dont le catéchisme contenait entre autres ces deux règles :

« Ne te mêle pas des affaires intérieures des peuples étrangers et viens en aide à ceux qui se libèrent du despotisme ». Rappelons-nous au moins l'attitude de Gladstone envers le roi Bomba et la révolution napolitaine. Ces deux principes seraient violés par toute espèce d'intervention même conventionnellement honnête, c'est-à-dire ouverte, et ils le sont bien

d'avantage encore par l'intervention honteuse qui a recours à des assassins gagés et à des traîtres russes ou étrangers.

Puissent passer promptement pour le peuple russe ces calamités lourdes mais temporaires et pour le peuple anglais cette honte ineffaçable !

Tel est le vœu d'un vieillard qui souffre pour les deux peuples.

G. TIMIRIAZEW,

Moscou, septembre 1919.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAIT TOUS LES JEUDIS

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

FRANCE

50 numéros.....	25 francs
20 numéros.....	10 francs
10 numéros.....	5 francs

ETRANGER

50 numéros.....	30 francs
20 numéros.....	12 francs
10 numéros.....	6 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD

123, rue Montmartre - PARIS

NOTRE BULLETIN

A tous ceux qui souscriront un abonnement de 50 numéros, nous enverrons gratuitement (sur leur demande) huit publications à choisir dans la liste ci-dessous. Les indiquer seulement par les numéros.

Les abonnés à 20 numéros auront droit à quatre de ces publications.

Pour le port, joindre 0 fr 50 en timbres pour les envois de 4 exemplaires, ou 1 franc pour ceux de huit. Ceux qui sont déjà abonnés à 20 numéros peuvent nous demander leurs brochures.

LISTE DES PUBLICATIONS A CHOISIR

1. Manifeste et Résolution de l'Internationale communiste.
2. Hommage à la République des Soviets, par Henri Barbusse, etc.
3. Pochette de cartes postales (Lénine, Trotsky, Lou-natcharsky, Alexandre Kollontai).
4. Lettre aux ouvriers américains, par N. Lénine.
5. Les Problèmes du Pouvoir des Soviets, par N. Lénine.
6. Terreur blanche et Terreur rouge, par Tchitché-rine.
7. 2^e ou 3^e Internationale, par Robert Thal.
8. Vive la République des Soviets ! par Jacques Sa-doul.
9. Eloge des Bolcheviks, par Boris Souvarine.
10. La 3^e Internationale, par Boris Souvarine.

HÉROS ET MARTYRS DU COMMUNISME

TYBOR SAMUELLI

Ce nom doit être et sera connu de tout prolétaire.

Quand la République des soviets eût été renversée en Hongrie, un de ses jeunes chefs, un homme de haute valeur, trouva la mort à la frontière. Nous ne savons pas encore dans quelles circonstances cette vie précieuse pour le prolétariat fut enlevée. Selon les communications officieuses, le camarade Samuelli se tua d'un coup de revolver dans la tête quand il fut arrêté par les gendarmes de Renner et de la Seconde Internationale, qui avaient été peu de temps auparavant encore les gendarmes de Charles de Habsbourg. C'est possible, Samuelli était une nature d'acier et fière, à qui la chute du pouvoir des soviets et le fait de se rendre vivant pouvaient sembler une capitulation inadmissible. Il se peut qu'en réalité il ne voulut pas remettre son épée révolutionnaire à ses ennemis et préféra la mort à la captivité. Mais une autre hypothèse peut être admise : est-ce que les gendarmes de Renner valent mieux que ceux de Noske ? Est-ce que Zeir et Bauer valent mieux que Scheidemann et Bart ? Et si les bourreaux d'Allemagne purent assassiner Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht au moment où ils tentaient de s'enfuir, pourquoi les bourreaux d'Autriche n'auraient-ils pas pu régler une fois pour toutes leurs comptes avec Tybor Samuelli ?

Le prolétariat hongrois peut être fier de cette figure. Et la haine furieuse, la rancune inextirpable que la bourgeoisie hongroise nourrissait contre feu Samuelli est tout à fait compréhensible. Ses qualités distinctives étaient une volonté inflexible, un rare sang-froid, une plume brillante, une inlassable énergie.

Comme Bela Kun, il passa par l'école révolutionnaire de Russie, et c'est dans ce pays que l'auteur de cet article fit sa connaissance. Avant la guerre, Samuelli était l'un des rédacteurs de l'organe central de la social-démocratie hongroise, *Néprava*. Pendant la guerre, à laquelle il prit part avec le grade d'officier, il fut fait prisonnier. Ici, il vécut dans des conditions épouvantables. Il fut envoyé en Sibérie et en Mandchourie. Souvent, il dut travailler dans les marais et les mines, avec de l'eau jusqu'aux genoux et gravement malade.

Il essaya de fuir, mais fut arrêté à la frontière suédoise par les gendarmes du tsar. Enfin, la révolution lui donna la liberté.

Depuis lors, Samuelli déploie ses ailes comme un jeune aigle. Il est rare de rencontrer des hommes qui donnent avec autant de dévouement que lui toutes leurs forces jusqu'au bout à la cause qui meut et déplace actuellement les couches historiques. Un trait curieux et qui est propre au vrai révolutionnaire, Samuelli n'a jamais dédaigné aucune tâche, fût-ce la plus difficile et la plus désagréable, la plus pénible et la moins en vue. Avec une ardeur égale, il travaillait à l'école des propagandistes, écrivait à la rédaction du journal, écrasait, les armes à la main, les révoltes contre-révolutionnaires, rédigeait des brochures, travaillait à la commission extraordinaire, prenait la parole aux meetings ou établissait un programme de travail pour les camarades. A tout moment, il pouvait presser la gâchette de son Mauser, qu'il ne quittait jamais. D'un courage exceptionnel, Samuelli était en garde toujours.

En général, dans les nécrologies, il y a une dose d'exagération. Mais, en ce qui concerne Samuelli, on ne saurait exagérer. Au moment où j'écris ces lignes, je vois devant moi la figure aimée et chérie de ce camarade avec le regard fatigué de ses yeux intelligents et son sourire toujours légèrement sarcastique, figure nerveuse et surmenée, mais en même temps énergique. Samuelli ne dormait que quatre à cinq heures par jour : le reste du temps, il vivait pour la révolution.

J'ai eu l'occasion de voir les hommes les plus divers, et parmi eux des révolutionnaires de presque tous les pays ; mais rarement j'ai rencontré une personnalité aussi charmante, un camarade aussi excellent que Samuelli. Il fut, pendant toute sa vie, un modèle de chevalerie communiste.

Samuelli est mort jeune. Il est certain que sa nature si bien douée se serait déployée avec plus d'ampleur encore. Mais ce que cet homme, pendant sa courte existence, a donné au prolétariat ne sera jamais oublié. Sa figure restera toujours comme celle de nos autres martyrs, à la limite des deux époques, comme un symbole de communisme militant.

N. BOUKHARINE.

Parlementarisme et Révolution

Le problème de la participation aux élections n'étant pas une question de principe, mais de tactique, il n'est pas simple à résoudre et ne peut l'être dans tous les pays de la même manière. C'est ce que Karl Radek rappelait aux spartakistes dans une lettre que publie la « Kommunistische Räte Correspondenz » et que nous reproduisons ici.

...Vous m'écrivez que les camarades de Hambourg sont très contents de la décision de votre congrès constitutif de boycotter les élections de l'Assemblée nationale et voient dans l'opposition de Rosa Luxembourg et de K. Liebknecht une incompréhensible manifestation d'opportunisme. La chose n'est pas si simple cependant. La question ne se laisse pas trancher si simplement : « Nous sommes en faveur de la dictature des soviets, nous devons donc boycotter l'Assemblée nationale comme les bolcheviks l'ont fait ! » Avant de traiter la question en elle-même, je veux vous dire personnellement : lorsqu'en octobre, nos camarades autrichiens se hâtèrent de retourner en Autriche à la première nouvelle de l'explosion de la Révolution, j'ai eu un entretien avec les camarades influents des prisonniers de guerre autrichiens. Sur l'ordre du comité central nous fûmes unanimement d'accord que la question de la participation aux assemblées nationales des divers pays dépendait du degré de développement révolutionnaire en Hongrie, en Autriche, en Tchéco-Slovaquie et en Yougoslavie, au moment où il faudrait prendre une décision. Je crois que vous avez eu l'occasion de vous convaincre que ni moi, ni Bela Kun, ni Muna, ni Toman, etc., n'avons une tendance à l'opportunisme. Et comme je sais que vous avez une certaine confiance en Lénine, je puis vous dire que lorsque je lui fis part du résultat de la discussion, non seulement il fut complètement d'accord, mais il me pria encore de bien répéter à chaque camarade partant pour l'Autriche : « On ne doit pas, au début de la Révolution, mener la politique que les bolcheviks n'ont appliquée qu'après leur victoire ».

Parce qu'une petite partie des masses révolutionnaires est déjà mûre pour cette politique, par expérience, intelligence ou instinct, on ne doit pas supposer que cette maturité existe dans les masses. Pour terminer le côté personnel de la question, je dirai encore : Lorsque je discutai une fois la question sous toutes ses faces avec Liebknecht, il me dit en riant : « Savez-vous, je me lève chaque matin adversaire de la participation aux élections et je m'endors chaque soir partisan ».

Vous ne devez pas considérer pour cela Liebknecht comme un fétu de paille entraîné par le vent, mais vous devez constater que la chose n'est pas si simple.

Comment se présente-t-elle donc ?

La démocratie bourgeoise et le parlementarisme furent un moyen d'éveiller, de rassembler et d'organiser les masses, d'obtenir des réformes qui améliorent la situation des masses et leur permettent de ne pas penser seulement à leur petit morceau de pain. Parce que tel était le cas, nous étions nous marxistes, en opposition aux anarchistes et

aux syndicalistes, favorables à la participation aux élections et au travail parlementaire, quoique nous sachions très bien que le parlementarisme corrompait les parlementaires et éveillait dans les masses l'espérance que les « élus » lutteraient pour elles.

Nous cherchions à faire disparaître ces résultats du parlementarisme par une propagande et une agitation claires et révolutionnaires, mais nous croyions que les avantages en surpassaient les inconvénients.

Les anarchistes et les syndicalistes prétendent que nous nous sommes trompés et qu'ils avaient raison ; ils considèrent la faillite de la 2^e Internationale comme une conséquence de la corruption parlementaire. Ce n'est pas exact, les faits le prouvent déjà ; les syndicalistes et anarchistes comme Jouhaux, Cornelissen, Kropotkine ont trahi aussi bien que Scheidemann et Legien. L'Internationale ne s'est pas divisée parce que le crétinisme parlementaire domina en elle ; il ne domina en elle que pour les raisons qui provoquèrent sa faillite : parce que, dans l'époque paisible qui suivit 1890, la masse ouvrière n'était pas révolutionnaire, ne menait ni ne voulait mener aucune lutte révolutionnaire ; c'est pourquoi elle n'avait aucune force pour empêcher la guerre. L'opportunisme parlementaire fut le résultat de cette époque paisible où l'ouvrier espérait se libérer par des réformes, ce qui n'empêcha pas que l'opportunisme ait renforcé cette naïveté réformiste et ait rendu la faillite plus effrayante encore. Seule l'influence du galimatias anarcho-syndicaliste permet à beaucoup de jeunes camarades, en particulier, de dire que c'est nos désillusions parlementaires qui nous ont conduits à devenir les adversaires du parlementarisme et à inventer le « système » des soviets.

Vous vous souviendrez peut-être comment, en mars de l'année dernière, à l'école allemande du Parti, à Pétrograd, je vous signalais, à vous et à vos collègues, dans le rapport sur le congrès du Parti, que Lénine introduisit, dans la résolution sur la situation, un passage qui laissait au Parti bolchevik une voie libre pour l'utilisation du Parlement. Je vous posais la question, à vous élèves du Parti : Pourquoi Lénine a-t-il fait cela, bien que les bolcheviks aient peu de temps auparavant dissous l'Assemblée nationale ? Ils ne pensaient naturellement pas à en convoquer une nouvelle. Lorsque vous m'avez regardé tout déconcertés, je vous expliquai ceci : Lorsque les bolcheviks, dans les premiers mois de la révolution, étaient une minorité dans la classe ouvrière, ils propageaient le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets ». Mais, malgré cela, ils étaient partisans de la convocation de l'Assemblée nationale. Kautsky croit que les bolcheviks espéraient alors y obtenir une majorité ; c'est naturellement un non-sens. Mais ils ne prévoyaient pas la prise du pouvoir, qui n'est possible que dans la forme des soviets, que dans un avenir éloigné, et c'est pourquoi ils étaient partisans de l'Assemblée nationale, afin d'employer sa tribune, la lutte qui s'y déroule, pour renverser les masses et pour les gagner à la pensée de la dictature du prolétariat. Lorsque les bolcheviks prirent le pouvoir — plus tôt qu'ils ne le pensaient — ils ne pouvaient pas l'organiser dans la forme de l'Assemblée nationale, même s'ils y avaient eu la

majorité, ce qui n'était pas le cas. Ils savaient que la grande majorité des paysans étaient alors derrière les bolcheviks, desquels ils attendaient la terre ; mais ce n'est pas parce que la Constitution de l'Assemblée nationale s'opposait aux volontés réelles de la majorité du peuple — grâce à l'absence d'organisation bolchevique dans les villages, grâce à l'identification erronée des socialistes révolutionnaires de gauche qui marchaient avec les bolcheviks avec les socialistes révolutionnaires de droite qui leur étaient opposés, grâce en un mot à la confusion paysanne — que les bolcheviks ont dissous la Constituante. Si tel avait été le cas, on aurait procédé à de nouvelles élections. La raison réelle est que nous avons vu que le parlementarisme ne peut être l'organe de l'établissement du socialisme. Pour l'établissement du socialisme, le travail commun des ouvriers et des techniciens dans les fabriques, le travail des travailleurs manuels et intellectuels dans les Conseils d'ouvriers pour des buts divers et déterminés, est nécessaire. Un Parlement formé de représentants des diverses classes ennemies ne peut servir de couronnement, de réunion à tous ces Conseils ; seuls peuvent le faire la représentation de la classe qui construit le socialisme, le prolétariat, et les organisations qui le réalisent, les Conseils d'ouvriers. Ce n'est pas par désillusion parlementaire que nous avons rejeté le parlementarisme, mais parce qu'il est inutile pour le but que la classe ouvrière triomphante doit se fixer, pour l'établissement du socialisme. Il était nécessaire tant qu'il fallait rassembler et réveiller les ouvriers ; il est inutile dès qu'il s'agit de bâtir la société socialiste. Mais si la classe ouvrière était vaincue pour un certain temps, nous aurions de nouveau le devoir de la rassembler et nous emploierions le Parlement, d'autant plus que nos organisations et notre presse seraient plus persécutées. En mars 1918, après la grande défaite de notre politique extérieure à Brest, Lénine entrevoyait la possibilité d'une victoire passagère des ennemis. Il démontra alors aux camarades qu'il serait nécessaire, au cas où la voie parlementaire serait libre, de l'utiliser, pour élever la tête au-dessus des menées souterraines. Je me souviens que la prévoyance et l'élasticité de Lénine vous en imposait beaucoup, à vous écologistes allemands et autrichiens du Parti, lorsque je prenais cet exemple pour vous montrer combien la tactique des communistes doit être dialectique.

Mais le vin de la jeune révolution allemande vous est monté à la tête, à vous-mêmes et à vos adhérents. Vous avez cru, en décembre, qu'on pourrait vaincre rapidement les oppositions, et c'est pourquoi vous étiez alors pour le boycottage. Liebknecht, Rosa Luxembourg, Lévi, comptaient avec la probabilité, au moins avec la possibilité d'une évolution plus lente, et c'est la raison pour laquelle ils étaient partisans de la participation aux élections. Ils voulaient utiliser la tribune de l'Assemblée nationale pour notre agitation. Lorsque j'arrivai à Berlin, avant le Congrès constitutif du Parti j'étais tout à fait d'accord avec eux. Ce ne fut que lorsque je vis l'opinion des organisations que je compris qu'ils ne réussiraient pas à entraîner la majorité, bien qu'ils aient eu raison. Le Parti venait de naître, ses adhérents ressentaient le besoin de tirer une ligne de démarcation très nette entre eux et le reste du monde. Cette opinion prévalut. Les chefs du Parti communiste savaient qu'ils n'auraient pas la majorité, ils comprenaient très bien les principes révolutionnaires qui parlaient en faveur du boycottage, et cependant ils s'engagèrent l'un après l'autre, publiquement, en faveur de la participation aux élections.

Pourquoi ? Précisément parce qu'ils devaient se dire : Si l'évolution ne se poursuit pas très rapidement, si elle ne dissout pas l'Assemblée nationale, il faut s'attendre à prendre part peut-être aux élections des Communes, des Etats et de l'Empire.

Aujourd'hui, où j'écris cette lettre, on ne sait naturellement pas avec quelle rapidité la révolution se développera. Comme je l'ai souvent écrit dans la presse russe, et comme je vous l'ai dit dans mes conférences, je suis convaincu que le développement de la Révolution dans l'Europe occidentale sera lent à cause de la force et de l'organisation de la bourgeoisie et du manque d'alliés révolutionnaires pour le prolétariat, comme les paysans l'étaient en Russie. Ce serait un non-sens absolu de rejeter la possibilité d'employer un moyen, si petit soit-il, pour l'organisation et l'agitation communistes.

Pensez encore à une chose : Malgré la lente évolution de la Révolution mondiale, elle sera pleine de collisions et de luttes. Nous avons beau lutter de toutes nos forces contre l'émeute, nous ne pouvons empêcher que les masses populaires qui souffrent, se révoltent toujours de nouveau contre le renchérissement, le chômage, etc., qu'elles s'élancent dans un endroit, avant que la victoire générale soit possible. Nous avons beau mettre en garde et jeter l'alarme, après chacune de ces collisions, la bourgeoisie et ses sbires social-démocrates se jeteront d'abord sur les organisations communistes et leur presse et chercheront à les anéantir. Nous devons sans cesse compter que nous devrons toujours de nouveau disparaître de la surface. Ce serait stupide de renoncer « en principe » aux planches sur lesquelles nous pouvons toujours nous élever pour crier aux masses nos mots d'ordre. On peut dire : la bourgeoisie nous enlèvera toute possibilité d'activité légale. Laissons-la faire, mais ne renonçons pas nous-mêmes à ces possibilités. Lorsque, après les journées de janvier, nous avons fait reparaitre la *Rote Fahne* interdite, pensez-vous que nous l'ayons fait avec la conviction que les bandes de Noske ne mettraient plus la main sur notre journal, par pitié pour les fondateurs assassinés de notre organe central ? Je crois si peu à l'immortalité légale de la *Rote Fahne* que je n'ai pas fait une seule visite à mes amis de la rédaction. Mais la conviction que la contre-révolution peut de nouveau détruire un jour notre vaillant journal, ne nous supprime pas le devoir de tout mettre en œuvre pour le faire paraître. L'éventualité que l'emploi du moyen parlementaire nous soit rendu difficile ne doit pas nous conduire à y renoncer nous-mêmes « par principe ».

Pour terminer, encore deux enfantillages « de principe ». — Vous écrivez qu'un camarade a dit que la participation aux élections signifierait que nous « reconnaissons » l'Assemblée nationale. — Grand Dieu, je reconnais tout ce qui existe, parce que j'ai des yeux. Ce qui importe, c'est de savoir comment je le reconnais et comment je l'emploie. Quand nous disons, dans l'agitation des masses, que la démocratie bourgeoise n'est pas la voie du socialisme, mais que nous devons entrer dans l'Assemblée nationale pour le dire aussi aux masses qui ne viennent pas à nos assemblées, un cheval comprendrait. Par là, je réfute aussi l'argument de ce philosophe qui affirmait que la participation aux élections signifierait que nous considérons la révolution comme terminée. Non, cela signifie que nous reconnaissons qu'elle n'a fait que commencer...

Berlin, 10 février 1919.

Karl RADECK.

Le premier gouvernement prolétarien

Dans le brasier ardent de la révolution, dans ces moments où le mouvement créateur des masses revêt la force exceptionnelle et grandiose d'un élément, il est extraordinairement difficile de décrire en détail le cours des événements ; il devient même difficile de se rappeler des épisodes isolés pour préciser leur enchaînement, pour les situer en quelque sorte chronologiquement.

Je me souviens entre autre que, quand dans un cercle de camarades qui, dès la première minute, n'avaient cessé d'être à la tête de la révolution, on voulut un jour rechercher qui avait le premier imaginé l'appellation de « commissaire du peuple » et de « Conseil des commissaires du peuple », ce ne fut qu'après une longue discussion et un laborieux échange de souvenirs que l'on réussit à établir que ces appellations avaient été proposées par L. D. Trotsky.

Non seulement, en effet, les événements eux-mêmes, mais encore les propositions isolées, les décisions, etc., paraissaient émaner non de personnes déterminées mais de toute la masse révolutionnaire, du développement même de la révolution, considérée sous un aspect d'élément.

Ceci est notamment vrai au premier chef pour une organisation telle que le comité révolutionnaire de guerre, qui, d'organe de défense de la révolution, devint très rapidement l'appareil organisateur de cette même révolution et, lors du sabotage général pratiqué par l'ancien appareil étatique, devint l'unique gouvernement, réunissant en son sein toutes les fonctions du pouvoir. Cette situation fut sans doute de très courte durée, car la révolution prolétarienne réussit rapidement à briser le sabotage et à mettre en mouvement son nouvel appareil. Mais il y eut un moment pendant la révolution où il n'exista aucun appareil d'Etat et où tout le travail de l'Etat fut exécuté par le comité révolutionnaire de guerre, qui a droit par conséquent à l'appellation de *premier gouvernement prolétarien révolutionnaire*.

L'idée de la création d'un comité révolutionnaire de guerre surgit pour la première fois lors des journées de Korniloff. L'aventure tentée par Korniloff était dirigée principalement contre les Soviets.

Le gouvernement menchevik et socialiste-révolutionnaire de Kérensky hésitait entre la révolution et la contre-révolution : certains soupçonnaient même Kérensky, tombé entièrement sous l'influence des généraux tsaristes qui l'entouraient et le flattaient cyniquement, de se trouver au quartier général avec Korniloff et sa suite. Et même, le Comité Exécutif Central panrusse des soviets des députés ouvriers et soldats qui était alors encore entièrement sous l'influence des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires de droite fut obligé, sous la poussée exercée d'en bas, d'intervenir pour défendre la révolution. C'est ainsi qu'il créa le Comité révolutionnaire de guerre, organisation de combat semi-militaire, destinée précisément à assurer la défense de la révolution. Aussitôt, partout en province et sur les différents fronts, furent constitués, d'après ce type, des comités révolutionnaires de guerre locaux.

Grâce à la politique incertaine et hésitante des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires dans tous ces comités révolutionnaires de guerre, les

bolcheviks y conquirent un rôle dominant, bien qu'ils fussent alors encore partout en minorité. Ce fait augmentait considérablement leur prestige aux yeux des masses.

Or, comme les comités révolutionnaires de guerre réussirent à assurer le succès de la révolution et que l'aventure Korniloff aboutit à un échec honteux, ils acquirent, en tant que type d'organisation soviétiste de combat, une immense popularité.

Quand le soviét de Pétrograd devint bolcheviste, il fut clair qu'il fallait s'attendre à une nouvelle insurrection révolutionnaire dans un délai des plus rapprochés ; il était en effet évident que ni le gouvernement petit bourgeois de Kérensky, ni le Comité exécutif central panrusse menchevik et socialiste-révolutionnaire ne pouvaient souffrir l'existence de la menace permanente qu'était pour eux le soviét révolutionnaire de Pétrograd. Il était manifeste qu'ils mettraient à profit la première occasion qui pourrait se présenter pour tenter de l'anéantir. C'est pourquoi une décision du Comité exécutif du soviét de Pétrograd institua derechef un Comité révolutionnaire de guerre.

Ce fut le printemps de la révolution prolétarienne. Pleins d'énergie et de force, animés d'une foi profonde en eux et en leur victoire, le prolétariat et la garnison de Pétrograd, qui étaient presque entièrement bolchevistes, se préparaient fébrilement au combat.

Les orateurs bolchevistes parlaient déjà ouvertement d'une nouvelle étape de la révolution. A des meetings auxquels assistaient des dizaines de milliers d'auditeurs, le président du soviét de Pétrograd, L. D. Trotsky, réussissait à provoquer chez les ouvriers et les soldats un véritable délire, et tous, comme un seul homme, juraient de ne pas reculer d'un pas au moment du combat inévitable et décisif. Et il était évident que ce serment serait tenu. Les représentants des partis au pouvoir le comprenaient d'ailleurs fort bien.

A une séance du Comité exécutif panrusse des soviets, Tzerételli, alors ministre, disait, au cours d'une conversation privée, à l'auteur de ces lignes : « Vous aurez la victoire ; maintenant, cela ne saurait faire aucun doute. Mais cela n'empêche pas que, bien ou mal, nous avons tenu tout de même six mois. Si vous tenez seulement six semaines, je reconnaitrai que vous avez raison. » Il s'est écoulé deux ans ; nous ne faisons pas que tenir ; nous nous affermissons de jour en jour et acquérons toujours de nouveaux alliés.

Le Congrès national des soviets des députés, ouvriers et soldats avait été fixé au 25 octobre (7 novembre). On prévoyait que les bolcheviks y auraient la majorité. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, pour sauver leur situation, tentèrent d'ajourner le congrès. Mais les soviets provinciaux ne se soumièrent pas à la décision du Comité exécutif central panrusse et adhérèrent à la proposition du soviét de Pétrograd, aux termes de laquelle le congrès devait se réunir à la date primitivement fixée.

Les députés se réunirent donc et, effectivement, presque tous étaient bolcheviks et socialistes-révolutionnaires de gauche. Le conflit eut vite fait de mûrir. La nuit du 24 au 25 apparut comme devant être décisive.

Cette nuit-là, on vit, dans les murs de Smolny,

les camarades Lénine et Zinoviev, qui, depuis les journées de juillet étaient contraints de se cacher. C'est là que, dans une petite chambre du second étage, siégeait presque en permanence le Comité central du Parti communiste russe. Il décida de déléguer, en qualité de représentants au Comité révolutionnaire de guerre, le défunt camarade Ouritzky et l'auteur de cet article, qui devint peu après président du comité.

Le Comité révolutionnaire de guerre siégeait, au troisième étage, dans la chambre n° 75, si je ne me trompe. A côté se trouvait l'état-major qui ne comprenait alors exclusivement que des camarades communistes et socialistes-révolutionnaires de gauche qui prenaient part au travail d'ordre militaire : il n'y avait pas encore de spécialistes militaires. Mais le travail essentiel à ce moment, avait lieu non pas au Comité révolutionnaire de guerre, mais dans les rayons ouvriers et dans les casernes des régiments.

Le 24 au soir, tous les téléphones de Smolny et ceux des personnes qui se trouvaient en rapport avec Smolny, furent coupés ; c'était la déclaration de guerre.

Aussitôt, le Comité révolutionnaire de guerre donna l'ordre d'occuper la station téléphonique centrale, ce qui fut fait sans la moindre effusion de sang.

Du moment que l'opération était commencée, il fallait la poursuivre. L'une après l'autre, les diverses institutions gouvernementales de première importance furent occupées. Nulle part il n'y eut de résistance, sauf au Palais d'Hiver, siège du gouvernement provisoire, où le bataillon de femmes qui s'y trouvait retranché, ouvrit le feu.

Six soldats révolutionnaires furent tués. Pas une seule femme ne fut atteinte. Ces six héros furent ainsi les seules victimes de la révolution prolétarienne... Anticipant sur le cours de ce récit, je tiens à noter ici, pour caractériser les dispositions humanitaires et bienveillantes des ouvriers et des soldats envers leurs ennemis pendant ces premières journées de la révolution, que, quand quelques jours après ces événements, les représentants de la garnison et des ouvriers vinrent au Comité révolutionnaire de guerre pour solliciter qu'une décision fût prise au sujet des bataillons de femmes et que l'auteur de ces notes leur eût demandé ce qu'ils étaient, eux, d'avis d'en faire, ils répondirent, malgré l'hostilité qui n'avait jamais cessé de régner chez les soldats à l'égard de cette « invention » de Kérénsky : « Leur remettre des jupons et les renvoyer dans leurs foyers ». Et il fut ainsi fait. On s'amusa fort au Comité révolutionnaire de guerre à chercher des vêtements de femmes... en si grande quantité ; on s'amusa d'autant plus qu'il fallut habiller une partie des femmes-soldats en pensionnaires de l'ex-institut Smolny — des costumes d'uniforme ayant été trouvés en effet dans les sous-sols et que, ma foi, ce travestissement n'avait rien de martial, sans compter que pour beaucoup il était un peu court...

L'impression qui se dégagea de la lutte soutenue pendant cette nuit décisive fut en somme que c'était le gouvernement provisoire qui avait attaqué, et la révolution qui s'était défendue. Quand toutes les principales institutions d'Etat à Pétrograd furent entre les mains des insurgés et qu'aucun des régiments de la garnison de Pétrograd n'eût accepté d'intervenir contre les insurgés, mais au contraire quand tous ces régiments furent passés de notre côté, commencèrent à arriver les communications de la banlieue ; c'étaient

« les junkers qui de Pavlovsk marchaient sur Pétrograd », c'était « tels et tels régiments qui s'avançaient de Tsarskoïé et de Krasnoïé », etc., etc. Mais quand ces régiments, après être entrés en contact avec les bataillons rouges qui s'avançaient à leur rencontre ou bien eurent rebroussé chemin, ou bien furent passés du côté des bataillons rouges, il devint évident que la révolution avait vaincu.

Le Comité central du Parti communiste russe, réuni de nouveau à l'aube, put s'en convaincre. Et ce fut précisément un de ceux qui avaient été opposés à l'insurrection, L. B. Kaméneff, qui, le premier, fit observer : « Eh bien ! puisque c'est fait, il faut former un ministère ». Et c'est alors que fut constitué le premier Conseil des commissaires du peuple.

Dans la journée s'ouvrit le congrès qui sanctionna presque unanimement tout ce qui venait de se passer et accepta à l'unanimité les fameux décrets sur la paix et sur la terre.

Le pouvoir était créé, mais il n'y avait pas d'appareil du pouvoir. Dans toutes les institutions, c'était le sabotage. Partout, dans les ministères, il n'y avait que les huissiers et le personnel subalterne qui, seuls, fussent restés à leur poste.

Pendant que les commissaires du peuple, nouvellement élus, luttèrent contre ce sabotage et organisaient leurs commissariats, le Comité révolutionnaire de guerre avait affaire avec des centaines et des milliers de visiteurs, dont la queue emplissait non seulement les corridors, mais encore les escaliers. Deux ou trois secrétaires et quelques dactylographes constituaient tout l'appareil du Comité révolutionnaire de guerre ; aussi ses membres étaient-ils pris pendant vingt-quatre heures d'horloge sans discontinuer par l'interrogatoire des visiteurs et la solution, séance tenante, de toutes les affaires qui leur étaient ainsi directement soumises. Et l'on s'adressait au Comité révolutionnaire de guerre pour les questions les plus diverses et... les plus inattendues. C'était le bourgeois apeuré qui venait humblement demander un certificat qui mit son logement hors de danger ; les étrangers sollicitaient l'autorisation de partir ; les ouvriers qui avaient pris en mains la direction des usines réclamaient tantôt des fonds, tantôt des directives et des indications ; c'était un défilé ininterrompu de femmes du monde, d'étudiants, d'officiers de fonctionnaires, et chacun venait présenter sa requête. Enfin, on amenait des suspects de contre-révolution que l'on venait d'arrêter. Pour l'examen de cette dernière catégorie d'affaires on constitua, sous la direction du camarade Djerjinsky, une section spéciale, qui devait être l'embryon de la future Commission extraordinaire pour la lutte contre la contre-révolution. En dépit du sabotage pratiqué dans toutes les institutions, Pétrograd voulait manger, Pétrograd voulait vivre, et le Comité révolutionnaire de guerre dut encore chauffer, éclairer, alimenter, ravitailler... L'organisation professionnelle des cheminots, le « Vikjel », qui, déjà pendant le régime Kérénsky, ayant émis la prétention d'avoir le droit de participer à la constitution du gouvernement, essayait d'arriver à s'immiscer dans cette question, et le Comité révolutionnaire de guerre eut également pas mal de fil à retordre de ce côté.

Dans cet atmosphère incroyablement surchauffée, au milieu de ce brouhaha et de cette agitation ininterrompue, c'est à peine si l'on avait la possibilité de noter les divers épisodes de l'activité du comité révolutionnaire de guerre et ce n'est que de

temps à autre que certains de ces épisodes étaient remarquables, faisant d'ailleurs sensation dans une certaine mesure.

Parmi ces derniers, on peut citer notamment la démarche que firent au comité révolutionnaire de guerre nos savants les plus éminents, membres de l'Académie des Sciences, qui vinrent solliciter à titre de personnalités, selon l'expression dont ils se servirent, « apolitiques », la mise en liberté des ministres du gouvernement provisoire.

La majorité des membres du comité révolutionnaire de guerre ayant autrefois passé de longues années de leur existence dans les prisons ou dans les bagnes tsaristes, cette démarche leur fit se poser cette question toute naturelle : pourquoi les savants « apolitiques » n'étaient-ils pas alors intervenus aussi auprès du gouvernement du tsar ? La mise en liberté des ministres arrêtés ne fut pas accordée, mais la requête relative à l'amélioration des conditions de leur détention reçut la plus entière satisfaction.

Le Comité révolutionnaire de guerre connut des minutes d'anxiété pendant l'offensive contre Pétrograd de Kérénsky et de Krasnoff. La direction de la défense s'opérait essentiellement sur le front même; le rôle du Comité révolutionnaire de guerre où se succédaient sans interruption les représentants des régiments et de la garde rouge (l'Armée rouge n'existait pas encore) consistait surtout à aplanir tous les malentendus. On était informé par exemple qu'à tel endroit étaient arrivés des caissons sans canons ou inversement des canons sans munitions ; là, c'était l'artillerie qui était dépourvue de couverture, là encore c'était un détachement qui s'était égaré et ne savait pas sur quelle localité se diriger. Il fallait recueillir sur l'heure tous les renseignements nécessaires et ensuite prendre des mesures d'urgence. Mais le plus souvent, il fallait calmer la panique qui venait de se répandre à tel ou tel endroit.

A ce point de vue, le fait même qu'à Smolny, nuit et jour des camarades travaillaient et étaient toujours prêts à prendre les mesures réclamées par les circonstances, contribuait dans une très large mesure à rassurer les délégués du front.

Tel d'entre eux, arrivé la tête tout à fait à l'envers, repartait complètement réconforté. Je vois encore comme s'il était devant moi, un commandant plus nerveux encore que les autres qu'il avait fallu sermoner longuement avant d'arriver à lui faire comprendre que ce désarroi était on ne peut plus normal dans les conditions où l'on se trouvait, vu l'absence de tout appareil militaire, mais que, malgré cela, nous aurions la victoire parce que les masses étaient avec nous : — « Oui, camarades, conclut-il énergiquement, c'était encore pire pendant la révolution française ; des régiments entiers se rendaient les uns aux autres »....

Peu à peu, le travail s'organisait et le comité révolutionnaire de guerre se voyait au fur et à mesure déchargé ; une partie des affaires était transmise par lui à d'autres institutions qui commençaient à fonctionner et où il nommait ses commissaires ; d'autre part aussi, les commissaires du peuple réussissaient progressivement à triompher du sabotage ou à renouveler leur personnel. Le travail se répartit ainsi petit à petit entre les différents commissariats et le comité révolutionnaire de guerre, devenu inutile, fut dissous.

Le Comité révolutionnaire de guerre a été effectivement un gouvernement prolétarien. Il a été essentiellement l'organe exécutif du prolétariat, car toute la masse révolutionnaire a pris part immédiatement à son travail.

Dans le feu de la Révolution, il a forgé les armes nécessaires pour les combats ultérieurs et réalisé, ce faisant, la force créatrice du prolétariat. C'est si vrai qu'il est même difficile de préciser ce que firent, durant ces journées, tels ou tels camarades en particulier. La révolution tout entière agissait par chacun ; tous, intimement confondus en un tout unique, combattaient et créaient ; une même et seule volonté de victoire animait les travailleurs, et c'est pourquoi la révolution vainquit.

A. IOFFE.

Pétrograd, 25 octobre 1919.

Comité de la 3^e Internationale

UNE EXCLUSION

Le Comité de la 3^e Internationale, après avoir constaté plusieurs actes d'indiscipline de la citoyenne Saumoneau,

Considère notamment qu'en présentant une liste personnelle de candidats à la Commission exécutive de la Fédération de la Seine, elle a gravement manqué à la discipline sévère du comité, dans le sein duquel aucune décision ne saurait être prise sans un débat et un vote général.

Il prononce l'exclusion de la citoyenne Saumoneau.

(Décision du 15 avril 1920.)

UNE DÉMISSION

Le Comité de la 3^e Internationale, Considérant les incidents provoqués par certains camarades hostiles au Comité et qui ont amené à deux reprises la démission du camarade Lorient de ses fonctions de trésorier du Parti

Approuve l'attitude de ce camarade et décide qu'il remette à nouveau sa démission entre les mains du secrétaire du Parti.

Le Comité déclare en outre refuser toute participation au bureau de la C. A. P. et laisser à la majorité l'entière responsabilité de la direction et de la gestion du Parti.

(Décision du 9 avril 1920.)

A NOS LECTEURS

Demandez-nous des feuilles d'abonnements, et renvoyez-les au plus tôt couvertes de noms et d'adresses (sans oublier le montant).

Demandez-nous des numéros spécimens. Donnez-nous des listes d'abonnés possibles, pour l'envoi de numéros d'essai.

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dangon)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e)